

**LSAP**

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:

06 SEP. 2019

11767

Ministère de l'Agriculture,  
de la Viticulture  
et du Développement rural,

8

Référence: 54619

10 SEP. 2019

A traiter par:

Copie Monsieur Fernand Etgen

Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 6 septembre 2019

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 83 de notre règlement interne, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Les communes luxembourgeoises en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ont toujours surveillé l'état des différents chemins ruraux se trouvant sur leurs territoires. Après concertation, l'entretien des chemins ruraux fût toujours assuré financièrement par les communes et le ministère en question.

Or il me revient que le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable renvoie des dossiers approuvés par les communes et le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural avec l'observation que les dossiers soumis ne contiendraient pas tous les documents fixés à l'article 59, paragraphe 1 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Les pièces qui feraient défaut seraient notamment une analyse déterminant si la remise en état du projet pourrait affecter un biotope au sens de l'article 17 de la loi précitée avec l'obligation

- 1) d'une identification précise des biotopes protégés, des habitats d'intérêt communautaire et des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable par une personne agréée;
- 2) d'une évaluation des éco-points, telle que requise par l'article 59, paragraphe 3 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Ces obligations doivent être réalisées par une personne agréée, en vertu de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autre que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et à Monsieur les Ministres :

**LSAP**

- 1) Les communes doivent-elles payer cette identification précise des biotopes protégés de même que l'évaluation des éco-points ?
- 2) Cette dépense communale est-elle subventionnée par les différents ministères ? Dans l'affirmative, par quel ministère et à quel taux ?
- 3) Conformément à l'article 59, paragraphe 2 de la loi précitée, le dossier en question ne sera pas traité et sera renvoyé aux communes afin de leur permettre de le compléter. En cas de refus des communes de compléter le dossier et/ou d'avancer les frais y relatifs, quelle administration ou quel ministère s'occupera de l'entretien des chemins ruraux et à quelles conditions ?
- 4) Finalement Madame la Ministre n'est elle pas d'avis qu'une telle procédure pour réaménager des chemins ruraux avec par exemple des dalles trouées semble être inappropriée ?

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.



Claude Haagen  
Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Christian Alff  
Service des séances plénières et  
secrétariat général  
Tél : 466.966.223  
Fax : 466.966.210  
e-mail : calff@chd.lu

Monsieur Marc Hansen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
Luxembourg

Luxembourg, le 06 septembre 2019

Objet : Question parlementaire n° 1167 du 06.09.2019 de Monsieur le Député Claude Haagen  
- Entretien des chemins ruraux

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Fernand Etgen  
Président de la Chambre des Députés

## **Réponse commune de la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural à la question parlementaire n°1167 de l'honorable député Monsieur Claude Haagen**

### **Remarques préliminaires**

La voirie rurale se compose majoritairement de chemins ruraux communaux, appartenant aux communes, et de chemins ruraux syndicaux, appartenant à des associations syndicales, de même que de chemins ruraux privés et de chemins ruraux figurant comme servitude de passage. En tant que propriétaires, les communes sont responsables des chemins ruraux communaux, décident des travaux nécessaires et prennent en charge les coûts y relatifs, lesquels sont subventionnables par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Les communes sont conseillées et soutenues dans leurs démarches par l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), ayant la voirie rurale dans leurs attributions. Ainsi, suite à la demande d'une commune et après concertation, les services régionaux de l'ASTA élaborent un projet des travaux à réaliser, demandent les autorisations ministérielles nécessaires, mettent les travaux en adjudication, surveillent l'exécution et font le décompte des travaux, au nom et pour compte des communes. On distingue les travaux à réaliser sur la voirie rurale nécessitant une autorisation ministérielle en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et les travaux de simple entretien de la voirie, ne nécessitant pas une telle autorisation. Ces derniers concernent l'entretien des chemins ruraux tel que le reprofilage en béton asphaltique et l'enduisage des chemins scellés, imperméables, existants ou le rechargement en pierres naturelles de chemins empierrés existants. Les travaux soumis à autorisation du Ministre ayant dans ses attributions l'environnement comprennent principalement l'aménagement de nouveaux chemins ruraux, à savoir l'aménagement de chemins de terre en chemins empierrés, en chemins à double file en béton voire en chemins à couche de roulement bitumineuse en asphalte. Sont soumis à autorisation également le réaménagement de chemins empierrés, perméables, existants en chemins à double file en béton ou en chemins imperméables avec couche de roulement bitumineuse en asphalte ou autre. Ces travaux sont soumis à autorisation ministérielle en vertu des dispositions de l'article 17 de la loi du 18 juillet 2018 et du fait que les chemins ruraux à caractère permanent, incluant les bandes et talus herbacés ou boisés en accotement sont repris au règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives.

### ***1) Les communes doivent-elles payer cette identification précise des biotopes protégés de même que l'évaluation des éco-points ?***

L'article 59 (2) de la loi du 18 juillet 2018 précise qu'en cas de demande d'autorisation portant dérogation à l'interdiction prévue par l'article 17, la demande d'autorisation doit comporter une identification précise des biotopes protégés, des habitats d'intérêt communautaire et des

habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels l'état de conservation a été évalué non favorable. En vue de la détermination de l'envergure des mesures compensatoires éventuelles un bilan écologique à l'aide d'un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points doit également être soumis. Ces inventaires et bilans (v. article 63 (1) de la loi du 18 juillet 2019), peuvent être réalisés par l'Administration de la nature et des forêts, une personne agréée ou un syndicat de communes au sens de la loi du 18 juillet 2018.

***2) Cette dépense communale est-elle subventionnée par les différents ministères ? Dans l'affirmative, par quel ministère et à quel taux ?***

En cas de réalisation des travaux, les dépenses communales engendrées par l'identification précise des biotopes protégés, ainsi que par l'évaluation des éco-points pourront faire partie des coûts éligibles et ainsi être subventionnées par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Les investissements, y compris ces dépenses, considérées comme des dépenses de planifications, bénéficient d'une aide fixée à 30% du coût, pour autant que les travaux aient été approuvés par le ministre préalablement à leur exécution. Ce taux est fixé à 40% pour l'aménagement de chemins ruraux à double file.

***3) Conformément à l'article 59, paragraphe 2 de la loi précitée, le dossier en question ne sera pas traité et sera renvoyé aux communes afin de leur permettre de le compléter. En cas de refus des communes de compléter le dossier et/ou d'avancer les frais y relatifs, quelle administration ou quel ministère s'occupera de l'entretien des chemins ruraux et à quelles conditions ?***

En vue de ce qui précède et en cas de refus de compléter le dossier, et/ou d'avancer les frais y relatifs, certains travaux ne pourront être autorisés. Notons que les services régionaux de l'ASTA s'occupent, sur demande des communes, de rassembler tous les documents nécessaires afin de compléter les demandes d'autorisation relatives à la protection de la nature et des ressources naturelles. Ni le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, ni un autre ministère ou une administration étatique, n'ont les moyens ni les fonds financiers, ni les attributions pour intervenir directement sur la voirie rurale, à l'exception de cas spéciaux (piste cyclable nationale, calamité naturelle, situation de crise etc.).